

*Les Subsidés*

Le programme spécial, monsieur le Président, de prêts agricoles de la Société, 700 millions de dollars.

**M. Boudria:** Qui a écrit ça?

**M. Blais:** Ce que j'ai dit, mon cher ami de Glengarry—Prescott—Russell, c'est écrit dans le coeur et dans mon esprit. Quand on le sait et quand on le pense, ce n'est pas difficile. Si vous aviez écouté tout à l'heure, vous auriez pu comprendre au moins ce que je dis, pas seulement entendre.

**M. Boudria:** Je comprends bien. C'est juste que c'est incroyable!

**M. Blais:** Alors c'est incroyable? Si à un moment donné quand on va vous retourner chez vous aux prochaines élections et que vous souhaitez retourner à l'agriculture, vous serez peut-être admissible à un prêt de la Société de crédit agricole, et là, comme vous ne l'aurez pas écouté ici en Chambre, on pourra vous envoyer quelqu'un de la Société pour vous expliquer comment ça fonctionne, peut-être mieux que quelqu'un du Nouveau parti démocratique qui ne peut pas le faire actuellement, mais qui est là pour cela.

Le 26 février dernier, le projet qui a été annoncé, monsieur le Président, est le Régime innovateur de prêts indexés sur le prix des produits agricoles. D'ailleurs, les détails de ce programme ont été communiqués, je crois, au cours des derniers jours, des dernières semaines, à l'ensemble des bureaux de la Société à travers le Canada. Déjà, les demandes affluent et je pense qu'on devrait être en mesure de mettre en place ce programme qui devrait rendre service à tous les producteurs agricoles. C'est une mesure qui est innovatrice. Comme toute mesure qui est innovatrice, il va falloir un certain temps pour que les gens s'habituent et qu'on puisse le mettre véritablement en place. Plutôt que de critiquer avant même qu'on fasse le premier pas, il faudrait quand même, je pense, donner la chance à un pareil programme qui met 700 millions de dollars à l'usage des producteurs agricoles. Je pense que si on veut être *fair* et si on veut être honnête et aider réellement les producteurs agricoles, c'est donner la chance à ce programme de se concrétiser.

Dans un autre ordre d'idées, monsieur le Président, la recherche constitue un moyen privilégié pour maintenir notre industrie agro-alimentaire et la rendre dynamique et à l'avant-garde. Les résultats des travaux qui ont été effectués dans nos stations aux quatre coins du Canada continuent d'y contribuer largement. Il a été possible de réduire le taux de croissance de nos dépenses sans que cela n'affecte la valeur intrinsèque de nos programmes. Divers projets en cours de réalisation et d'autres qui vont faire l'objet d'annonces dans un avenir prochain confirment par ailleurs la volonté manifeste de ce gouvernement d'agir en fonction des intérêts véritables du secteur.

C'est vrai, comme le dit le député de Glengarry—Prescott—Russell, qu'il y a certains projets qu'on a été obligé de retarder à cause . . .

**M. Boudria:** Ce n'est pas moi qui ai dit cela!

**M. Blais:** S'il avait été assis à sa place, j'aurais peut-être pu souligner la présence de l'autre député, mais puisque vous parlez continuellement pendant que je fais un discours selon l'habitude, j'ai pensé immédiatement que c'était vous qui m'aviez interrompu encore une fois.

Quoi qu'il en soit, c'est simplement à cause d'une maladministration épouvantable qui nous a conduits à un déficit de 200

milliards de dollars qu'on a été obligé de retarder des projets dans le secteur de la recherche. Au lieu d'essayer de nous remettre ces retards-là sur le nez, vous devriez faire *mea culpa* et vous rappeler que c'est parce que vous nous avez mis dans une situation financière difficile que nous sommes obligés de retarder des programmes d'investissement. C'est toujours à regret, monsieur le Président, que notre gouvernement a été obligé de prendre certaines décisions. Quand on paie 75 millions de dollars d'intérêt par jour sur les dettes accumulées par ce gouvernement-là, c'est sûr qu'on est obligé de retarder des programmes d'investissement. On ne fait pas exprès. Ce n'est pas avec plaisir qu'on fait cela, monsieur le Président. Ils devraient le comprendre, on devrait le reconnaître.

Sur la question des négociations avec les États-Unis, nous l'avons mentionné à plusieurs reprises, nous avons un défi important à relever. Les États-Unis sont notre principal partenaire commercial. Plutôt que de les considérer comme des étrangers, comme faisait l'ancien gouvernement, nous avons décidé de collaborer et de travailler avec notre principal partenaire. Je pense que c'est légitime, normal. Nos amis, on doit travailler avec eux. C'est normal quand on fait 75 p. 100 de son commerce avec eux. Je pense que le défi que nous avons à relever est un défi . . . On doit essayer d'assurer son marché non seulement dans le secteur agricole, mais pour l'ensemble de nos entreprises canadiennes. Cela ne se fait pas du jour au lendemain réparer les dégâts qu'eux ont commis en effarouchant tout le monde à travers le monde. Mais je pense que cela se fait par des discussions franches, honnêtes, et en ouvrant un débat normal avec qui que ce soit. Qui que ce soit, dans cette Chambre ou ailleurs, qui a déjà participé à une négociation, sait ou doit savoir que lorsqu'on a une négociation, on s'assoit et qu'il y a différents arguments et différents points qui sont mis sur la table.

Depuis plusieurs mois et par la bouche de différents ministres, particulièrement de notre premier ministre (M. Mulroney), de notre ministre de l'Agriculture (M. Wise), du secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark), il a été clairement mentionné, monsieur le Président, qu'il n'était pas question de sacrifier notre agriculture. L'Opposition officielle s'est plu au cours des derniers mois à agiter encore une fois l'espèce de spectre de crainte, d'épouvantail à moineaux, de peur d'avoir peur continuellement. Pourquoi, monsieur le Président? C'est bien évident, je me suis moi-même rendu, d'ailleurs, avec le député de Glengarry—Prescott—Russell, il ne se rend pas toujours dans le Sud-Est asiatique, il est même allé aux États-Unis à l'occasion, monsieur le Président.

Nous avons rencontré des parlementaires américains. Nous avons pu constater que chez eux, ils comprenaient notre situation, mais qu'eux aussi vivent une situation difficile. Ce n'est pas nous, ici, en galvaudant et en agitant des épouvantails à moineaux qui allons régler quoi que ce soit, lorsque les Américains eux-mêmes ont des projets de loi protectionnistes devant leur propre Parlement.

Ce que nous devons faire, en tant que parlementaires et en tant que représentants de nos producteurs agricoles, c'est nous rendre chez eux, les accueillir ici, discuter avec eux et trouver